

Edito

par **Jean-Michel Passerault**, coordinateur scientifique du CPER INSECT

“ La mobilisation des sciences humaines, économiques, sociales et juridiques a été très importante au cours des derniers mois dans notre université, et a permis que l’un des 6 programmes du Contrat de Plan Etat Région (CPER 2014-2020) concerne notre secteur. Le programme INnovation Sociale Economique et Culturelle dans des Territoires en mutation (INSECT) a ainsi vu le jour. Piloté par la MSHS, ce programme présente, pour les laboratoires, de nombreuses opportunités. Opportunités en matière de moyens d’abord, grâce aux financements des collectivités territoriales, et des fonds européens que ces financements vont nous permettre de solliciter. Opportunités en matière de transversalité ensuite, par les nécessaires interactions entre chercheurs sur les actions du programme INSECT. Opportunités également au plan des relations avec notre environnement socio-économique, grâce aux partenariats qui s’engagent. Opportunités enfin s’agissant de la diffusion et de la valorisation de nos recherches. Vous découvrez ici la première newsletter INSECT. Elle contribue à cette diffusion, en vous présentant des actions déjà réalisées, et d’autres programmées. Ces actions témoignent des partenariats entre chercheurs et acteurs socio-économiques. Elles témoignent aussi du dynamisme et des préoccupations sociétales des laboratoires en sciences humaines et sociales.

AU SOMMAIRE

Evénements	11
Agenda	3
Publications	3
Portraits	2
Focus	1

 #cperINSECT

Contact :

Anne Lasserre
 anne.lasserre@univ-poitiers.com

A LA UNE

Retour sur le lancement du CPER INSECT

Le lancement du CPER INSECT a eu lieu le 12 novembre dernier à la Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Poitiers. A cette occasion, les coordinateurs du projet, Jean-Michel Passerault et Khaled Hirech, ont évoqué les perspectives et les enjeux pour les 5 années à venir et présenté les grands axes de recherche de ce CPER devant une centaine de personnes : financements et territoires, inclusion sociale et industries culturelles.

Un logo pour le CPER INSECT

L'équipe fédérative du Contrat Plan Etat-Région « Innovation Sociale Economique et Culturelle dans des Territoires en mutation » a le plaisir de vous présenter son logo.



RETOURS SUR EVENEMENTS

Ciné-débat - « Opération Corrèa-épisode 1 : les ânes ont soif »

Le 9 novembre 2015 a eu lieu la projection du documentaire *Opération Corrèa-épisode 1 : les ânes ont soif* au cinéma le Moulin du Roc à Niort. Cette projection s'est suivie d'un débat en compagnie de Francisco Ramirez-Mendez, doctorant en économie à l'Université de Poitiers et Thibaud Cuenoud, président de la plateforme de crowdfunding *adopteunprojet.com* et enseignant à l'ESCEM. La soirée était animée par Jean-Michel Passerault, coordinateur scientifique du CPER INSECT.

Table ronde - Les batailles du corps : le féminin entre désir, contrainte et aliénation



Afin de faire écho à la journée internationale de la femme, la MSHS a accueilli le jeudi 10 mars 2016 une table ronde intitulée *Les batailles du corps : le féminin entre désir, contrainte et aliénation*. Plus de 100 personnes sont venues écouter Catherine Coutelle, Monique Bydlowski, Stéphanie Grandcolin et Frédéric Chauvaud. La table ronde était suivie du vernissage de l'exposition *L'avortement, quelle histoire !*, réalisée par les laboratoires GRESCO et CRIHAM et accueillie du 29 février au 8 avril 2016.

Table ronde - TAFTA ou Grand marché transatlantique : regards croisés sur la mondialisation en marche et ses impacts sur nos territoires

Une table ronde s'est tenue le 22 mars 2016 sur le site du pôle universitaire niortais

AGENDA

JUIN 15 Appel à communications « Patrimoines documentaires communs et analyse des cultures en mouvement : Poitou, Aquitaine, Amérique du Nord »

En savoir plus

JUIN 25 Communication - « Les effets PER et PBR : qu'en est-il en Chine ? », par Sophie Nivoix lors du 21ème Colloque Euro-Asie, Busan, Corée

NOV 17 Colloque international - « Patrimoines documentaires communs et analyse des cultures en mouvement : Poitou, Aquitaine, Amérique du Nord »

autour du grand traité transatlantique. Le TAFTA, quels enjeux économiques et sociaux ? Quels impacts sur notre territoire ? L'économiste Christian Aubin (Université de Poitiers), Frank Michel (ATTAC 79) et Philippe Coutant (Confédération paysanne Aquitaine-Limousin Poitou-Charentes) sont venus témoigner devant près de 60 personnes.

Niort Numeric - 4^{ème} édition

Nous étions présents pour cette 4^{ème} édition de Niort Numeric. Cette année encore, le salon a réuni près de 3000 visiteurs sur trois jours et l'équipe du CPER INSECT a tenu un stand aux côtés d'acteurs régionaux dont les activités de recherche touchaient aux thématiques du numérique et à l'innovation.

Cyril Perret, Sandrine Gil et Éric Lambert nous ont accompagnés sur cette journée afin de présenter quelques-uns de leurs travaux autour des liens existant entre apprentissage, numérique et réussite scolaire.

Journée d'études - Précarité, renoncement aux droits et santé, regards croisés sur une problématique d'inclusion sociale

Dans le cadre du CPER, une demi-journée d'études sur la précarité, la santé et le renoncement aux droits de soins s'est tenue à l'Institut des Risques Industriels, Assurantiels et Financiers (IRIAF) le mercredi 30 mars 2016. L'objectif de cette demi-journée était de croiser les travaux de spécialistes issus de disciplines variées (économie, sciences politiques) et d'horizons géographiques différents (France, Roumanie) sur cette problématique. Devant une cinquantaine de personnes, 7 spécialistes ont cherché à comprendre les raisons qui amènent les individus à ne pas recourir à leurs droits en matière de santé et à déterminer les conséquences économiques, sociales et sanitaires de ces non-recours.

Journée d'études - Territoires, environnement et biodiversité face aux changements climatiques : impacts et adaptations

Les membres de *Climatepp* ont organisés en collaboration avec la Communauté d'agglomération du pays châtelleraudais, une journée d'études intitulée *Territoires, environnement et biodiversité face aux changements climatiques : impacts et adaptations* qui a regroupée universitaires de divers champs disciplinaires et acteurs de terrain afin de questionner ensemble la notion d'adaptation. Egalement présente ce jour-là, l'association GEREPI (GESTION de la REserve naturelle nationale du PInail) est venue présenter ses actions dans les locaux de la MSHS de Poitiers.

La Foire de Poitiers - « Univers-cité »

L'équipe du CPER INSECT, UP&PRO et le SAFIRE ont représenté l'Université sur le stand de l'ESSAIM à la Foire de Poitiers. Le 23 mai, le public a pu se balader dans l'exposition *Les sciences humaines et sociales au service de la société*, assister à une expérimentation sur la perception ou à des séances de l'université inter-âges (UIA), etc.



AGENDA

JUIN 15 Appel à communications « Patrimoines documentaires communs et analyse des cultures en mouvement : Poitou, Aquitaine, Amérique du Nord »

En savoir plus

JUIN 25 Communication - « Les effets PER et PBR : qu'en est-il en Chine ? », par Sophie Nivoix lors du 21^{ème} Colloque Euro-Asie, Busan, Corée

NOV 17 Colloque international - « Patrimoines documentaires communs et analyse des cultures en mouvement : Poitou, Aquitaine, Amérique du Nord »

Table ronde - « Les apports de la Loi ESS pour les acteurs locaux, ESS et territoires, organisation et stratégies territoriales »



Jeudi 26 mai, pour le troisième volet d'un cycle thématique autour de l'Economie sociale et solidaire, de nombreux élus et acteurs régionaux ont répondu à l'invitation de Joël Monnet pour partager leurs expériences lors de 3 tables rondes successives.

Pour écouter, comprendre ou bien questionner ; ce sont près de 40 personnes qui sont venues assister à cette soirée ouverte par Yves Jean, président de l'Université

de Poitiers, présidée par Joël Monnet, juriste au sein de l'Equipe de Recherche en Droit Privé (ERDP), et animée par Sophie Nivoix, maître de conférences au Centre de Recherche en Gestion (CEREGE).

PUBLICATIONS

Article - « Prévisions d'experts et politique monétaire de la BCE »

Claudiu T. ALBULESCU, Christian AUBIN, Daniel GOYEAU et Noëlle DUPORT, « Prévisions d'experts et politique monétaire de la BCE », *Revue Française d'Economie*, n°3, vol 30 (1), 2016

Article - « Banques coopératives : De l'idéal solidaire à la réalité des salaires »

Gilles CAIRE, Pascal GLEMAIN et Sophie NIVOIX, « Banques coopératives : De l'idéal solidaire à la réalité des salaires », *Revue internationale de l'économie sociale - RECMA*, n°339, janvier, 2016

Rapport - In whose best interests ? : exploring unaccompanied minor's rights in the French context

Suite à une enquête de 12 mois menée sur le territoire dans le cadre du projet MINAS, l'équipe de Daniel Senovilla Hernandez a sorti un rapport sur l'interprétation de la notion d'« intérêt supérieur de l'enfant », mentionnée dans l'article 3 de la Convention internationale des Droits de l'Enfant, lorsque celle-ci est appliquée dans les mesures prises à l'égard des mineurs isolés étrangers.

Une version française et une version grand public de ce rapport seront bientôt disponibles.

AGENDA

JUIN
15 **Appel à communications**
« Patrimoines documentaires communs et analyse des cultures en mouvement : Poitou, Aquitaine, Amérique du Nord »

En savoir plus

JUIN
25 **Communication - « Les effets PER et PBR : qu'en est-il en Chine ? »**, par Sophie Nivoix lors du 21ème Colloque Euro-Asie, Busan, Corée

NOV
17 **Colloque international - « Patrimoines documentaires communs et analyse des cultures en mouvement : Poitou, Aquitaine, Amérique du Nord »**

PORTRAITS

Marylise LEBRUN - Chargée d'affaires en innovation sociale, MSHS de Poitiers.

Depuis le mois de novembre 2015, Marylise Lebrun est l'une des deux ingénieures d'études recrutées au sein du service valorisation de la MSHS de Poitiers. Son rôle ? Etre à l'écoute des besoins des chercheurs et des 15 laboratoires en sciences humaines et sociales fédérés par la MSHS, mais aussi de ceux des acteurs du monde socio-économique implantés sur le territoire picto-charentais afin de faciliter le développement de projets de valorisation de la recherche en SHS.

Chargée d'affaires en innovation sociale, son parcours initial est centré sur la gestion d'entreprises et des administrations. Après une année en Angleterre pour suivre une licence européenne d'ingénierie et de business management, elle complète sa formation avec une licence professionnelle en commerce spécialisé à Saumur.

Après 6 ans et demi d'activité, Marylise a envie changement. Elle commence à préparer sa reprise d'études avec la validation d'acquis professionnels proposée par le SAFIRE de l'Université de Poitiers et un bilan de compétences via son Droit Individuel de Formation (DIF). Parallèlement à cela, elle suit les cours d'Economie Sociale et Solidaire (ESS) dispensés par Gilles Caire dans le cadre de l'Université citoyenne et la validation de ses acquis lui permet d'entrer directement en M2 Droit et développement ESS à Poitiers en septembre 2014 et d'en sortir diplômée en octobre 2015.

Au travers de ce parcours, Marylise a acquis des compétences transverses qui lui permettent de faire face à de nombreuses situations : droit, gestion, ressources humaines sans oublier sa parfaite connaissance des acteurs de la Région !

Selon elle, l'intérêt de valoriser la recherche, c'est de permettre aux acteurs de la recherche de passer facilement d'une idée à sa réalisation et de pouvoir relier cette recherche fondamentale à des enjeux sociétaux. « C'est un cercle sans fin qui s'autoalimente. Beaucoup d'acteurs vivent au jour le jour, c'est agréable d'avoir un rapport au temps plus long, un recul neutre avec un point de vue « recherche » sur des questions sensibles. L'innovation sociale a pour vocation de répondre à des besoins exprimés, de les analyser et de générer un impact positif sur nos conditions de vie dans la durée. ».

Anne LASSERRE, Chargée de médiation scientifique, CPER INSECT.

Anne Lasserre a rejoint Khaled Hirech et Marylise Lebrun au sein du service valorisation de la MSHS en tant que chargée de médiation scientifique pour le Contrat Plan Etat-Région « Innovation Sociale Economique et Culturelle dans des Territoires en mutation » ou CPER INSECT.

Son parcours peut sembler atypique, mais « il reste assez classique dans le milieu de la com scientifique » nous rappelle-t-elle. Après une licence Biologie-Santé, elle poursuit son cursus universitaire avec un master professionnel en Histoire, philosophie et médiations des sciences. Depuis la fin de ses études, elle multiplie les expériences professionnelles en tant qu'animatrice, chargée de communication ou médiatrice scientifique dans des structures de recherche ou associatives : LabEx, CCSTI, Muséum d'Histoire naturelle, Institut de mathématiques et physique théorique, etc.

Le projet CPER INSECT regroupe près de 100 chercheurs issus de différentes disciplines en sciences humaines et sociales qui croisent leurs travaux et leur expertise autour de problématiques sociétales propres à un territoire donné. Une partie du projet est dédiée à la valorisation et à la diffusion de leurs résultats de recherche sous la forme d'évènements et de produits culturels ou techniques. C'est là qu'Anne intervient. En tant que chargée de médiation, elle accompagne les chercheurs et veille à ce que chaque action soit cohérente lorsqu'elle est replacée dans l'ensemble du programme CPER INSECT.

Anne nous explique aussi que « le terme *médiation scientifique* reste souvent très vague pour mes interlocuteurs. Pour beaucoup, il est difficile d'imaginer à quoi ressemble concrètement ma journée ». Sa première mission était donc de rencontrer les coordinateurs et les porteurs de projets pour mieux expliquer sa fonction, pour comprendre les objectifs de chacun dans le cadre d'INSECT et surtout pour discuter du soutien qu'elle peut leur apporter.

Depuis quelques mois déjà, elle accompagne les porteurs qui le souhaitent dans leurs réalisations et leurs événements en fournissant : un soutien graphique et logistique, des outils de communication servant à la création de liens avec les acteurs locaux, des supports de médiation, etc.

A côté de cela, elle s'attèle à la mise en place des premiers éléments identitaires et des premiers outils de communication pour ce projet (logo, newsletter, fiche de présentation, etc.) qui serviront à lui donner une meilleure visibilité. Une base de travail essentielle selon elle, puisque « une fois ces premiers éléments mis en place, il sera plus facile d'envisager des croisements entre les différents thèmes et pourquoi pas des collaborations nouvelles avec le monde institutionnel ou socio-économique. ».

FOCUS

Pourquoi Consommer local ?

Sophie Nivoix, maître de conférences HDR en Sciences de Gestion à la Faculté de Droit et Sciences Sociales de Poitiers et rattachée au laboratoire CEREGE, est venue nous présenter son projet « Made In Local » à la Foire Expo de Poitiers. L'occasion de faire un tour d'horizon des éléments clés du « consommer local », en commençant par une définition de ce fameux « local » afin de mieux appréhender les liens qui existent entre local, social et fiscal.

Invités à se joindre à la discussion, Marion Mathé (MM), chargée du projet Mont'Plateau, et Jacques Ferrand (JF), directeur de EPLEFPA de Montmorillon ont accepté de répondre aux questions de Sophie Nivoix.

Le projet Mont'Plateau, qu'est-ce que c'est ?

MM et JF : C'est un projet d'approvisionnement de proximité pour les restaurations collectives (et à terme, restauration hors domicile) dans le montmorillonais qui se matérialise par la création d'une association : Mont'Plateau. L'objectif de cette association est de mettre en réseau et de fédérer tous les acteurs motivés et concernés par cette question et avoir d'ici 3 à 4 ans, 40% à 50% d'approvisionnement local dans des structures proposant un service de restauration collective.



On en entend souvent parler mais rarement avec précision ... quelle est votre définition de local ?

MM : En fait, on parle plus de « proximité » que de « local » en raison du manque de définition précise et adaptée de « local » à la complexité d'un territoire donné. Dans le contexte de la Grande Région, manger du jambon cru de Bayonne serait « local » mais notre objectif est de dynamiser le territoire, en particulier les environs du Montmorillonnais. Le terme de « proximité » nous convient mieux. Il sous-entend aussi les questions de saisonnalité et de traçabilité qui nous sont chères. Nous souhaitons avoir le moins d'intermédiaires possible entre le producteur et le consommateur, c'est à dire un seul. Il est vrai que cela peut être possible entre Poitiers et Bayonne du coup nous appliquons un filtre supplémentaire à cela : que le producteur s'y retrouve dans ses déplacements. Cette démarche nous a amenés à définir un rayon de 80km autour du territoire montmorillonnais.

JF : L'EPLEFPA est composé d'un lycée professionnel agricole, d'un centre de formation pour adultes, d'un centre de formation pour apprentis et d'une exploitation agricole. Nous avons une mission d'enseignement, mais aussi d'animation et de développement du territoire. Dans notre cas, le territoire souffre...

Comment comptez-vous faire pour atteindre cet objectif ?

MM et **JF** : Un diagnostic a révélé que d'autres structures étaient déjà dans la même démarche que nous. Assez facilement donc, nous avons pu constituer ce que nous appelons le « groupe acheteur » de notre collectif. Grâce à une enquête, ils nous aident à qualifier et à quantifier les besoins en denrées alimentaires de proximité des restaurations collectives.

Nous raisonnons en plusieurs étapes pour notre projet. Dans un premier temps, nous voulons valoriser la production actuelle. Il faudra ensuite aider les producteurs à modifier et/ou diversifier cette production en fonction des besoins réels exprimés par leur territoire. Enfin, nous avons conscience qu'il faudra travailler sur les aspects réglementaires. Le secteur de la restauration collective est souvent régi par un fonctionnement d'appels d'offres, de marchés conventionnés, etc. Il est important de s'adapter et de pouvoir intégrer ce système si l'on veut approvisionner des structures importantes.

Et pourquoi pas, à terme, pouvoir travailler sur des aspects de développement de structures de transformation (légumerie, etc.) car dans le cadre de Mont'Plateau, nous parlons essentiellement de produits « simples », non transformés.

Votre objectif est d'atteindre 40% à 50% d'approvisionnement de proximité. Est-ce un objectif difficile ? Par exemple à l'EPLEFPA, à combien en êtes-vous actuellement ?

JF : Nous sommes à 7,5% d'approvisionnement de proximité. On peut donc dire qu'espérer atteindre 40% à 50% est ambitieux. Mais mon expérience du terrain me permet aussi de dire qu'avec une offre adaptée pour les gestionnaires d'établissements, c'est possible.

Concernant le coût d'un repas, va-t-il se trouver impacté par ce changement ?

JF : A l'EPLEFPA, le prix du repas est déjà relativement élevé par rapport à d'autres structures où il est à 2,3 euros. Je pense qu'avec des produits de qualité, le gaspillage que l'on chiffre à environ 30% diminuera. En cuisine, ce que l'on appelle les « pertes d'eaux » seront moindres. Et cette qualité se ressentira aussi en fin de repas, dans l'assiette de nos publics.

Personnellement je pense qu'il faut confronter ce fait au fameux rapport temps/argent. Si il y a moins de perte à ces deux niveaux, cela veut dire que le personnel passe moins de temps à gérer ces pertes au profit d'autres choses en cuisine et que nos frais de déchets aussi diminuent. Avec une bonne gestion, nous pouvons trouver une certaine stabilité.

Vous êtes tous deux très impliqués dans tous les aspects de démarrage de ce projet, qu'est ce qui est le plus difficile pour vous ?

JF : Le projet est né dans nos esprits en octobre 2015. Nous sommes en mai 2016 et nous avons parcouru un chemin long, et ce, très rapidement. Il est important pour nous de ne pas perdre cette dynamique et de ne pas voir ce mouvement s'essouffler.

MM : Nous avons l'Assemblée constitutive de l'Association Mont'Plateau le 25 mai 2016. C'est un véritable tournant dans le projet.

Comment pouvons-nous, en tant que citoyen et consommateur, vous aider dans notre quotidien ?

MM et JF : C'est assez simple en fait. Nous pouvons tous privilégier l'achat de produits locaux, de saison et simples. En revanche, il faut avoir conscience que cette démarche ne permet pas de faire d'économies. Mais cela ne veut pas dire que c'est un mode de consommation qui coûte plus cher pour autant. C'est simplement de l'argent mieux investi. Il permet de faire vivre des producteurs, de maintenir des actifs et donc une population dans un milieu plutôt rural. C'est avant tout un projet de territoire.

Pour finir, pouvez-vous nous dire quelles sont vos prochaines échéances ?

JF : Nous espérons pouvoir constituer fin juin 2016 un « groupe producteurs » qui nous aidera à développer une production cohérente au regard des besoins recensés, dans l'idée de pouvoir commencer à approvisionner des structures dès janvier 2017.